

REFERES

ORDONNANCE N°

DOSSIER N° :N° RG 19/00906 - N° Portalis DBYH-W-B7D-JG2B

**AFFAIRE : Société MMA IARD Assurances Mutuelles, S.A. MUTUELLES DU MANS
ASSURANCES IARD C/ Société AVIVA ASSURANCES**

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRENOBLE

ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 11 Septembre 2019

Par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de
GRENOBLE, assisté de Frédéric LE NAOUR, Greffier ;

ENTRE :

DEMANDERESSES

MMA IARD Assurances Mutuelles, prise en la personne de ses représentants légaux en
exercice, domicilié en cette qualité audit siège., dont le siège social est sis 14 Boulevard
Marie et Alexandre Oyon - 72030 LE MANS cedex 9

MUTUELLES DU MANS ASSURANCES IARD prise en la personne de ses
représentants légaux en exercice, domicilié en cette qualité audit siège., dont le siège social
est sis 14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 LE MANS cedex 9

tous représentées par Maître Laurent FAVET de la SELARL CABINET LAURENT
FAVET, avocats au barreau de GRENOBLE

D'UNE PART

ET :

DEFENDERESSE

AVIVA ASSURANCES, prise en la personne de ses représentants légaux en exercice,
domicilié en cette qualité audit siège., dont le siège social est sis 13 Rue du Moulin Bailly
- 92271 BOIS COLOMBES CEDEX

représentée par Maître Gaëlle LE MAT de la SCP GUIDETTI BOZZARELLI LE MAT,
avocats au barreau de GRENOBLE

D'AUTRE PART

Vu l'assignation en date du 26 Juillet 2019 pour l'audience des référés du 01 Août 2019 ;

A l'audience publique du 01 Août 2019 tenue par Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président assisté de Valérie RENOUF, Greffier après avoir entendu les avocats en leurs plaidoiries, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 11 Septembre 2019, date à laquelle Nous, Jean-Yves DURAND, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont la teneur suit :

FAITS - PROCÉDURE ET PRÉTENTIONS DES PARTIES

Par contrat du 1^{er} mars 2017, Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI ont confié la rénovation de leur maison d'habitation, sise 162 Chemin des Clochettes à VENON (38), à la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE en qualité d'entreprise générale.

Un procès-verbal de réception est intervenu le 05 septembre 2018 dans lequel de nombreuses réserves portant sur presque tous les lots ont été notées. Celles-ci devaient être levées avant le 28 septembre 2018, mais ne l'ont pas été malgré de multiples demandes et mise en demeure.

Sur saisine de Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI, par ordonnance du 22 mai 2019, à laquelle il convient de se reporter pour plus d'éléments sur les faits, la procédure et la totalité de ses décisions, le Juge des Référé du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE a, entre autre, ordonné une mesure d'expertise judiciaire au contradictoire de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE et de la SA MMA IARD et la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, assureur de cette dernière société.

La SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE ayant également souscrit un contrat d'assurance auprès de la SA AVIVA ASSURANCES, la SA MMA IARD et la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES, par exploit d'Huissier délivré le 26 juillet 2019, a fait assigner la SA AVIVA ASSURANCES devant le Juge des Référé du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE afin de voir déclarer commune et opposable à cette compagnie la mesure d'expertise technique qui a été ordonnée le 22 mai 2019.

La SA AVIVA ASSURANCES, représentée, a demandé au Juge des Référé de :

- constater qu'elle ne conteste pas avoir été assureur de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE au titre d'un contrat Edifice n° 776 28 970 à effet du 05 avril 2017 et résilié le 14 juin 2019, pour cessation d'activité,
- donner acte à la SA AVIVA ASSURANCES de ce qu'elle ne s'oppose pas à ce que la mesure d'expertise en cours se déroule à son contradictoire, sous protestations et réserves dans la mesure où la SA AVIVA ASSURANCES n'était pas l'assureur au moment de la DROC ou, à tout le moins au moment du commencement des travaux, en l'atout d'un contrat de construction signé le 1^{er} mars 2017 et d'un contrat d'assurance régularisé le 06 avril 2017 à effet du 05 avril 2017 et que le contrat a été résilié au 14 juin 2019, après suspension depuis le 1 janvier 2019 pour non-paiement de prime.
- mettre l'éventuelle consignation complémentaire et les dépens à la charge de la SA MMA IARD et la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

SUR QUOI

L'article 145 du Code de procédure civile dispose que s'il existe un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instruction légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé.

Justifie d'un motif légitime au sens de ce texte la partie qui démontre la probabilité de faits susceptibles d'être invoqués dans un litige éventuel.

En l'espèce, il est constant que la compagnie AVIVA ASSURANCES a été liée avec la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE par un contrat d'assurance sur une période non contestée allant du 05 avril 2017 au 14 juin 2019. La compagnie AVIVA est dès lors susceptible de devoir apporter sa garantie à son assurée.

Les MMA justifient donc d'un motif légitime à la mise en cause de la compagnie AVIVA ASSURANCES, et à sa participation aux opérations d'expertise en cours. Il convient donc d'étendre les opérations d'expertise à la compagnie AVIVA ASSURANCES, les lui rendant communes et opposables.

PAR CES MOTIFS

Nous Juge des Référés,

Statuant publiquement par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du code de procédure civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance contradictoire, et en premier ressort,

Constatons que la SA AVIVA ASSURANCES ne conteste pas avoir été assureur de la SARL CONSTRUCTION G.MONTEFORTE au titre d'un contrat Edifice n° 776 28 970 à effet du 05 avril 2017 et résilié le 14 juin 2019, pour cessation d'activité ;

Étendons les opérations d'expertise judiciaire confiées à Monsieur Jean-François BENOIT par ordonnance de référé du 22 mai 2019, dans la procédure opposant originellement Madame Laura VOSSIER et Monsieur Stephen NOBILI aux compagnies MMA, à la SA AVIVA ASSURANCES ;

Disons que les opérations d'expertise seront poursuivies par Monsieur BENOIT au contradictoire de la SA AVIVA ASSURANCES ;

Disons qu'il appartiendra à l'Expert de rendre ses précédentes opérations contradictoires à l'égard de la SA AVIVA ASSURANCES en lui communiquant ses premiers accédits ;

Laissons les dépens à la charge de la SA MMA IARD et la société MMA IARD ASSURANCES MUTUELLES.

LE GREFFIER,

Frédéric LE NAOUR

LE PRESIDENT,

Jean-Yves DURAND

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le Greffier

